

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MOZAMBIQUE

SUR L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RECIPROQUES

DES INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mozambique, ci-après dénommés « les Parties contractantes »,

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux États et de créer des conditions favorables aux investissements français au Mozambique et mozambicains en France,

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays, dans l'intérêt de leur développement économique,

Sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1^{er}

Définitions

Pour l'application du présent accord :

1. Le terme « investissement » désigne tous les avoirs, tels que les biens, droits et intérêts de toute nature et, plus particulièrement, mais non exclusivement :

a) les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, privilèges, usufruits, cautionnements et droits analogues ;

b) les actions, primes d'émission et autres formes de participation, y compris minoritaires ou indirectes, aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes ;

c) les obligations, créances et droits à toutes prestations légitimes ayant valeur économique ;

d) les droits de propriété intellectuelle, commerciale et industrielle tels que les droits d'auteur, les brevets d'invention, les licences, les marques déposées, les modèles et maquettes industrielles, les procédés techniques, le savoir-faire, les noms déposés et la clientèle ;

e) les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles, y compris celles qui se situent dans la zone maritime des Parties contractantes.

Pour les investissements réalisés sur le territoire ou dans la zone maritime de la France, il est entendu que lesdits investissements doivent être ou avoir été réalisés avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord, conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime où l'investissement est effectué.

Pour les investissements réalisés sur le territoire ou dans la zone maritime du Mozambique, il est entendu que lesdits investissements doivent être ou avoir été réalisés, avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord, conformément aux lois sur les investissements n° 4/84 du 18 août 1984 et n° 3/93 du 24 juin 1993, ou à toute loi qui viendrait à les remplacer, les compléter ou les modifier.

Nulle modification de la forme d'investissement des avoirs n'affectera leur qualification d'investissement, à condition que la modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime où l'investissement est effectué.

2. Le terme « nationaux » désigne les personnes physiques possédant la nationalité de l'une ou l'autre des Parties contractantes.

3. Le terme « société » désigne toute personne morale constituée sur le territoire de l'une des Parties contractantes conformément à la législation de celle-ci et y possédant son siège social, ou contrôlée directement ou indirectement par des nationaux de l'une des Parties contractantes, ou par des personnes morales possédant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et constituées conformément à la législation de celle-ci.

4. Le terme « revenus » désigne toutes les sommes produites par un investissement, telles que bénéfices, redevances et intérêts, durant une période donnée.

Les revenus de l'investissement et, en cas de réinvestissement, les revenus du réinvestissement jouissent de la même protection que l'investissement.

5. Le présent accord s'applique à tout le territoire de chacune des Parties contractantes, ainsi qu'à la zone économique et au plateau continental pour ce qui est des activités sur lesquelles chacune des Parties contractantes exerce des droits souverains en vertu de la convention des Nations unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982.

6. Nulle disposition du présent accord n'est interprétée comme interdisant à l'une des Parties contractantes de prendre une mesure quelconque pour réguler l'investissement des sociétés étrangères et les conditions d'activité de ces sociétés dans le cadre de politiques conçues pour préserver et promouvoir la diversité culturelle et linguistique.

7. Aux fins du présent accord, il est entendu que les Parties contractantes sont responsables des actes ou omissions commis par leurs collectivités territoriales, y compris, mais non exclusivement les régions, les collectivités locales ou toutes autres entités sur lesquelles elles exercent le contrôle, la représentation ou la responsabilité des affaires internationales et de la souveraineté conformément à leur législation interne.

ARTICLE 2

Encouragement et admission des investissements

Chacune des Parties contractantes admet et encourage, sur son territoire et dans sa zone maritime, conformément à sa législation et aux dispositions du présent accord, les investissements effectués par les nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante.

ARTICLE 3

Traitement juste et équitable

Chacune des Parties contractantes applique, sur son territoire et dans sa zone maritime, aux nationaux et aux sociétés un traitement juste et équitable, conformément aux principes du droit international, aux investissements des nationaux et sociétés de l'autre Partie contractante et fait en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu ne soit entravé ni en droit, ni en fait.

ARTICLE 4

Traitement national et traitement de la Nation la plus favorisée

Chacune des Parties contractantes applique, sur son territoire et dans sa zone maritime, aux nationaux et aux sociétés de l'autre Partie, en ce qui concerne leurs investissements et activités liés à ces investissements, un traitement non moins favorable que celui accordé à ses nationaux ou sociétés, ou le traitement accordé aux nationaux ou sociétés de la Nation la plus favorisée, si celui-ci est plus avantageux. A ce titre, les nationaux autorisés à travailler sur le territoire et dans la zone maritime de l'une des Parties contractantes bénéficient des facilités matérielles appropriées à l'exercice de leurs activités professionnelles.

Ce traitement ne s'étend toutefois pas aux privilèges que l'une des Parties contractantes accorde aux nationaux ou sociétés d'un État tiers en vertu de sa participation ou

de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux questions fiscales.

ARTICLE 5

Expropriation et indemnité

1. Les investissements effectués par des nationaux ou sociétés de l'une des Parties contractantes bénéficient d'une protection et d'une sécurité pleines et entières sur le territoire et dans la zone maritime de l'autre Partie contractante.

2. Aucune des Parties contractantes ne prend de mesures d'expropriation ou de nationalisation ni aucune autre mesure dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement, les nationaux ou sociétés de l'autre Partie des investissements leur appartenant, sur leur territoire et dans leur zone maritime, si ce n'est pour cause d'utilité publique et à condition que ces mesures ne soient ni discriminatoires, ni contraires à un engagement particulier.

Toutes les mesures de dépossession qui pourraient être prises donnent lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant est égal à la valeur réelle des investissements concernés et évalué par rapport à une situation économique normale prévalant antérieurement aux mesures prises ou devenues de notoriété publique.

Ladite indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date de la dépossession. Cette indemnité est effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable. Elle produit, jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés au taux d'intérêt du marché approprié.

3. Les nationaux ou sociétés de l'une des Parties contractantes dont les investissements ont subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, bénéficient, de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres nationaux ou sociétés ou à ceux de la Nation la plus favorisée.

ARTICLE 6

Libre transfert

Chacune des Parties contractantes, sur le territoire ou dans la zone maritime où des investissements ont été effectués par des nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante, garantit à ces nationaux ou sociétés le libre transfert :

- a) des intérêts, dividendes, bénéfices et autres revenus courants ;
- b) des redevances découlant des droits incorporels désignés au paragraphe 1, lettre d) de l'Article 1^{er} et, si elles sont autorisées par la législation nationale, des redevances découlant des droits incorporels désignés au paragraphe 1, lettre e) de l'Article 1^{er} ;
- c) des remboursements d'emprunts régulièrement contractés ;
- d) du produit de la cession ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi ;
- e) des indemnités de dépossession ou de pertes prévues aux paragraphes 2 et 3 de l'Article 5.

Les nationaux de l'une ou l'autre Partie contractante qui ont été autorisés à travailler sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, au titre d'un investissement agréé, sont également autorisés à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération.

Les transferts visés aux paragraphes précédents sont effectués sans retard au taux de change officiel applicable à la date du transfert.

Si, dans des circonstances exceptionnelles, les mouvements de capitaux en provenance ou à destination de pays tiers provoquent ou menacent de provoquer un grave déséquilibre de sa balance des paiements, chacune des Parties contractantes peut appliquer temporairement des mesures de sauvegarde aux transferts, sous réserve que ces mesures soient strictement nécessaires, soient imposées de manière équitable, non discriminatoire et de bonne foi, et n'excèdent en aucun cas une durée de six mois.

ARTICLE 7

Garantie et subrogation

1. Si l'une des Parties contractantes a mis en place un système de garantie pour les investissements effectués à l'étranger, cette garantie peut être accordée, après un examen cas par cas, à des investissements effectués par des nationaux ou sociétés de cette Partie sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie.

2. Les nationaux et sociétés de l'une ou l'autre Partie contractante ne peut obtenir la garantie visée à l'alinéa ci-dessus pour les investissements effectués sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante que si ces investissements ont préalablement obtenu l'agrément de cette dernière Partie.

3. Si l'une des Parties contractantes, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, effectue des versements à ses nationaux ou sociétés, elle est de ce fait subrogée dans les droits et actions dudit national ou de ladite société.

4. Lesdits versements n'affectent pas le droit du bénéficiaire de la garantie de recourir au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements ou de poursuivre les actions introduites devant lui jusqu'à l'aboutissement de la procédure.

ARTICLE 8

Règlement des différends entre un investisseur et une Partie contractante

Tout différend relatif aux investissements entre l'une des Parties contractantes et un national ou une société de l'autre Partie contractante est réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.

Si ce différend n'a pas été réglé dans un délai de six mois à compter de la date où il a été soulevé par l'une ou l'autre des parties au différend, il est soumis, à la demande de l'une ou l'autre partie, à l'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et nationaux d'autres États, signée à Washington le 18 mars 1965.

Si le différend est susceptible d'impliquer la responsabilité au titre d'actes ou d'omissions commis par des collectivités territoriales des Parties contractantes, telles que définies au paragraphe 7 de l'Article 1^{er} du présent accord, lesdites collectivités territoriales

doivent donner leur consentement inconditionnel au recours à l'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.), tel que défini à l'article 25 de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et nationaux d'autres États, signée à Washington le 18 mars 1965.

ARTICLE 9

Engagement particulier

Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties contractantes à l'égard des nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante sont régis, sans préjudice des dispositions du présent accord, par les termes dudit engagement si celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles prévues par le présent accord.

ARTICLE 10

Règlement des différends entre Parties contractantes

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord doivent être réglés, si possible, par la voie diplomatique.

2. Si le différend n'est pas réglé dans un délai de six mois à compter de la date où il a été soulevé par l'une ou l'autre Partie contractante, il peut être soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal d'arbitrage.

3. Ledit tribunal est constitué pour chaque cas spécifique de la manière suivante :

Chaque Partie contractante désigne un arbitre, et les deux arbitres désignent, d'un commun accord, un national d'un État tiers qui est nommé président du tribunal par les deux Parties contractantes. Tous les arbitres doivent être nommés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a notifié à l'autre Partie contractante son intention de soumettre le différend à l'arbitrage.

4. Si les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout autre accord, invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies à procéder aux désignations nécessaires des arbitres du tribunal d'arbitrage ad hoc. Si le Secrétaire général est un national de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire général adjoint le plus ancien par rapport au Secrétaire général et ne possédant pas la nationalité de l'une ou l'autre Partie contractante procède aux désignations nécessaires.

5. Le tribunal prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les Parties contractantes.

Le tribunal fixe lui-même son règlement. Il interprète la décision à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante. A moins que le tribunal n'en dispose autrement, compte tenu de circonstances particulières, les frais de la procédure arbitrale, y compris les vacations des arbitres, sont répartis à parts égales entre les Parties contractantes.

ARTICLE 11

Entrée en vigueur et dénonciation

Chacune des Parties notifie à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises pour l'entrée en vigueur du présent accord, lequel prend effet un mois après la date de réception de la dernière notification.

L'accord est conclu pour une durée initiale de quinze ans. Il restera en vigueur après ce terme, à moins que l'une des Parties ne le dénonce par écrit par la voie diplomatique avec un préavis d'un an.

A l'expiration de la période de validité du présent accord, les investissements effectués pendant qu'il était en vigueur continuent de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de dix ans.

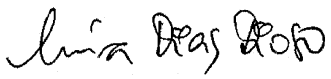
Fait à Maputo, le 15 novembre 2002

en deux originaux, chacun en langue française et en langue portugaise, les deux textes faisant également foi.

POUR LE GOUVERNEMENT
de la République française

Bernadette LEBORT
Ambassadrice de France

POUR LE GOUVERNEMENT
de la République du Mozambique


Luísa DIAS DIOGO
Ministre du Plan et des Finances

PROTOCOLE

Lors de la signature, à la même date, par le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mozambique, de l'Accord sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, les Parties contractantes sont également convenues des dispositions suivantes, qui sont considérées comme faisant partie intégrante dudit accord :

1) en ce qui concerne le paragraphe 1, lettre b), de l'Article 1^{er} de l'accord :

Il est entendu que les autres formes de participation comprennent les participations à des sociétés tierces.

2) en ce qui concerne l'Article 3 de l'accord :

(a) Les Parties contractantes considèrent comme des entraves de droit ou de fait au traitement juste et équitable, toute restriction à l'achat et au transport de matières premières et de matières auxiliaires, d'énergie et de combustibles, ainsi que les moyens de production et d'exploitation de tous genres, toute entrave à la vente ou au transport de produits à l'intérieur du pays et à l'étranger, ainsi que toutes autres mesures ayant un effet analogue.

(b) Les Parties contractantes examineront avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour, de travail et de circulation introduites par les nationaux de l'une des Parties contractantes, au titre d'un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante.

3) en ce qui concerne l'Article 4 de l'accord :

Les incitations spéciales accordées par la République du Mozambique à ses nationaux aux fins du développement de petites et moyennes entreprises nationales ne seront pas considérées comme un traitement plus favorable, à condition que le droit à un traitement juste et équitable soit assuré aux nationaux et sociétés de l'autre Partie contractante, que la nature économique de leurs investissements et de leurs activités connexes ne soit pas affectée et qu'une juste concurrence prévale.

Fait à Maputo, le 15 novembre 2002

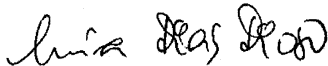
en deux originaux, chacun en langue française et en langue portugaise, les deux textes faisant également foi.

POUR LE GOUVERNEMENT

de la République française

Bernadette BEFORT
Ambassadrice de France

POUR LE GOUVERNEMENT
de la République du Mozambique


Luisa DIAS DIOGO
Ministre du Plan et des Finances

[PORTUGUESE TEXT – TEXTE PORTUGAIS]

ACORDO

ENTRE O GOVERNO DA REPÚBLICA DE MOÇAMBIQUE

E O GOVERNO DA REPÚBLICA FRANCESA

SOBRE A PROMOÇÃO E PROTECÇÃO RECÍPROCA

DE INVESTIMENTOS

O Governo da República de Moçambique e o Governo da República Francesa, abaixo denominados «Partes Contratantes»,

Desejando reforçar a cooperação económica entre os dois Estados e criar condições favoráveis aos investimentos franceses em Moçambique e moçambicanos em França,

Persuadidos de que a promoção e a protecção destes investimentos estimulam as transferências de capitais e de tecnologia entre os dois países, no interesse do seu desenvolvimento económico,

Acordam o seguinte:

ARTIGO 1

Definições

Para a aplicação do presente Acordo:

1. O termo «investimento» designa todos os activos, tais como bens, direitos e interesses de toda a natureza e, em particular, mas não exclusivamente:

- a) os bens móveis e imóveis, assim como outros direitos reais, tais como hipotecas, privilégios, usufrutos, fianças e direitos análogos;
- b) as acções, prémios de emissão e outras formas de participação, incluindo minoritárias ou indirectas, em sociedades constituídas no território de uma das Partes Contratantes;
- c) as obrigações, créditos e direitos a todas as prestações legítimas que tenham valor económico;
- d) os direitos de propriedade intelectual, comercial e industrial, tais como os direitos de autor, as patentes de invenção, as licenças, as marcas registadas, os modelos e maquetas industriais, os procedimentos técnicos, o *know-how*, os nomes registados e a clientela (aviamento);
- e) as concessões acordadas por lei ou em virtude de um contrato, nomeadamente as concessões relativas à prospecção, ao cultivo, à extracção ou à exploração de riquezas naturais, incluindo as que se situem na zona marítima das Partes Contratantes.

Para os investimentos realizados no território ou na zona marítima de França, entende-se que os referidos investimentos devem ser ou ter sido realizados antes ou depois da entrada em vigor do presente Acordo, em conformidade com a legislação da Parte Contratante no território ou na zona marítima em que se efectua o investimento.

Para os investimentos realizados no território ou na zona marítima de Moçambique, entende-se que os referidos investimentos devem ser ou ter sido realizados antes ou depois da entrada em vigor do presente Acordo, em conformidade com as leis relativas a investimentos n.º 4/84, de 18 de Agosto, e n.º 3/93, de 24 de Junho, ou na base de qualquer lei que as venha a substituir, completar ou modificar.

Qualquer modificação da forma como os activos são investidos não afectará a sua qualificação como investimentos, desde que tal modificação não seja contrária à legislação da Parte Contratante no território ou na zona marítima em que se realiza o investimento.

2. O termo «nacionais» designa as pessoas físicas de nacionalidade de qualquer uma das Partes Contratantes.

3. O termo «sociedade» designa qualquer pessoa jurídica constituída no território de uma das Partes Contratantes em conformidade com a legislação de tal território, e que neste tenha a sua sede social, ou que seja controlada directa ou indirectamente por nacionais de uma das Partes Contratantes, ou por pessoas jurídicas com sede social no território de uma das Partes Contratantes e constituídas de acordo com a legislação deste território.

4. O termo «rendimentos» designa todas as somas produzidas por um investimento, tais como lucros, 'royalties' e juros, durante um dado período.

Os rendimentos do investimento e, em caso de reinvestimento, os rendimentos do reinvestimento gozam da mesma protecção que o investimento.

5. O presente Acordo aplica-se a todo o território de cada uma das Partes Contratantes bem como à zona económica e à plataforma continental para as actividades sobre as quais cada uma das Partes contratantes exerce direitos de soberania decorrentes da Convenção das Nações Unidas sobre o direito do mar de 10 de Dezembro de 1982.

6. Nenhuma disposição do presente Acordo será interpretada como proibindo uma das Partes Contratantes de tomar qualquer medida para regulamentar o investimento de sociedades estrangeiras e as condições de actividade destas sociedades no quadro de políticas concebidas para preservar e promover a diversidade cultural e linguística.

7. Nos termos do presente Acordo, entende-se que as Partes Contratantes são responsáveis por qualquer acção ou omissão cometida pelas suas entidades locais, estando nelas incluídas, mas não exclusivamente, as províncias, as autarquias locais e

outras entidades sobre as quais exerçam o controlo, a representação ou a responsabilidade dos negócios internacionais e da soberania de acordo com a sua legislação interna.

ARTIGO 2

Promoção e admissão de investimentos

Cada Parte Contratante admite e encoraja, no quadro da sua legislação e das disposições do presente Acordo, os investimentos realizados por nacionais e sociedades da outra Parte Contratante no seu território e na sua zona marítima.

ARTIGO 3

Tratamento justo e equitativo

Cada Parte Contratante aplica aos nacionais e sociedades, no seu território e na sua zona marítima, um tratamento justo e equitativo, em conformidade com os princípios do direito internacional, aos investimentos dos nacionais e sociedades da outra Parte Contratante e faz com que não seja impedido o exercício do direito assim reconhecido, nem de direito nem de facto.

ARTIGO 4

Tratamento nacional e tratamento da Nação mais favorecida

Cada Parte Contratante aplica, no seu território e na sua zona marítima, aos nacionais ou sociedades da outra Parte, no que concerne aos seus investimentos e actividades ligadas a tais investimentos, um tratamento não menos favorável que o acordado com os seus próprios nacionais ou sociedades, ou o tratamento acordado com os nacionais ou sociedades da Nação mais favorecida, se este for mais vantajoso. Nesta qualidade, os nacionais autorizados a trabalhar no território e na zona marítima de uma das Partes Contratantes deverão poder beneficiar das facilidades materiais apropriadas ao exercício das suas actividades profissionais.

Todavia, este tratamento não se estende aos privilégios que uma Parte Contratante acorde com os nacionais ou sociedades de um terceiro Estado em virtude da sua participação ou da sua associação a uma zona de comércio livre, uma união aduaneira, um mercado comum ou qualquer outra forma de organização económica regional.

As disposições do presente artigo não se aplicam a questões fiscais.

ARTIGO 5

Expropriação e indemnização

1. Os investimentos efectuados pelos nacionais ou sociedades de uma das Partes Contratantes beneficiarão de plena e total protecção e segurança no território e na zona marítima da outra Parte Contratante.

2. Nenhuma das Partes Contratantes tomará medidas de expropriação ou de nacionalização nem outra medida cujo efeito seja o de privar, directa ou indirectamente, os nacionais ou as sociedades da outra Parte de investimentos que lhes pertençam, no seu território e na sua zona marítima, a não ser por motivo de utilidade pública e na condição de que estas medidas não sejam nem discriminatórias, nem contrárias a um compromisso particular.

Todas as medidas de expropriação que possam ser tomadas darão lugar ao pagamento de uma indemnização imediata e adequada, cujo montante será igual ao valor real dos respectivos investimentos e será determinado comparativamente a uma situação económica normal existente antes de tais medidas serem tomadas ou tornadas públicas.

Esta indemnização, o seu montante e as suas modalidades de pagamento serão fixadas no máximo à data da expropriação. Esta indemnização será efectivamente convertível, paga sem demora e livremente transferível. Ela produzirá, até à data do pagamento, juros calculados à taxa de juro apropriada do mercado.

3. Os nacionais ou sociedades de uma das Partes Contratantes cujos investimentos tenham sofrido prejuízos devido à guerra ou a qualquer outro conflito armado, revolução, estado de emergência nacional ou rebelião ocorrida no território ou na zona marítima da outra Parte Contratante, beneficiarão, da parte desta última, de um tratamento não menos favorável que o acordado com os seus próprios nacionais ou sociedades ou com os da Nação mais favorecida.

ARTIGO 6

Transferência livre

Cada Parte Contratante, no território ou na zona marítima em que tenham sido efectuados investimentos por nacionais ou sociedades da outra Parte Contratante, garante aos nacionais ou sociedades a transferência livre:

- a) de juros, dividendos, benefícios e outros rendimentos correntes;
- b) de 'royalties' decorrentes dos direitos incorpóreos designados no parágrafo 1, alínea d) do Artigo 1 e, se autorizadas pela legislação nacional, de royalties decorrentes dos direitos incorpóreos designados no parágrafo 1, alínea e) do Artigo 1;

- c) do reembolso de empréstimos contraídos regularmente;
- d) do produto da cessão ou da liquidação total ou parcial do investimento, incluindo as mais-valias do capital investido;
- e) de indemnizações de expropriação ou de perdas previstas nos parágrafos 2 e 3 do Artigo 5.

Os nacionais de qualquer uma das Partes Contratantes que tenham sido autorizados a trabalhar no território ou na zona marítima da outra Parte Contratante, em resultado de um investimento aprovado, serão igualmente autorizados a transferir para o seu país de origem uma quota apropriada da sua remuneração.

As transferências referidas nos parágrafos precedentes serão efectuadas sem demora, à taxa de câmbio oficial aplicável na data da transferência.

Se, em circunstâncias excepcionais, os movimentos de capitais provenientes ou destinados a países terceiros, provocarem ou ameaçarem provocar um grave desequilíbrio da sua balança de pagamentos, uma das Partes Contratantes poderá aplicar temporariamente medidas de protecção das transferências, sob reserva de que estas medidas sejam estritamente necessárias, sejam impostas de forma equitativa, não discriminatória e de boa fé, não excedendo, em caso algum, um período de seis meses.

ARTIGO 7

Garantia e sub-rogação

1. Se uma das Partes Contratantes tiver estabelecido um sistema de garantia para os investimentos efectuados no estrangeiro, esta garantia poderá ser concedida, depois de examinado cada caso específico, aos investimentos efectuados por nacionais ou sociedades desta Parte no território ou na zona marítima da outra Parte.

2. Os nacionais e as sociedades de qualquer uma das Partes Contratantes apenas poderão obter a garantia referida na alínea anterior para os investimentos efectuados no território ou na zona marítima da outra Parte Contratante se estes investimentos tiverem obtido previamente o acordo desta última Parte.

3. Se uma das Partes Contratantes, em virtude de uma garantia dada para um investimento realizado no território ou na zona marítima da outra Parte Contratante, efectuar pagamentos aos seus nacionais ou às sociedades, ela é por tal facto sub-rogada nos direitos e acções deste nacional ou desta sociedade.

4. Os pagamentos supracitados não afectarão o direito do beneficiário da garantia de recorrer ao Centro Internacional para a Resolução de Diferendos relativos a

Investimentos ou de prosseguir nas acções que a este sejam submetidas até à conclusão do processo.

ARTIGO 8

Resolução de diferendos entre um investidor e uma Parte Contratante

Qualquer diferendo relativo a investimentos entre uma das Partes Contratantes e um nacional ou uma sociedade da outra Parte Contratante será solucionado na base do princípio de boa fé entre as duas partes envolvidas.

Não se tendo podido solucionar o diferendo num prazo de seis meses a contar da data em que tenha sido colocado por uma ou outra das partes em disputa, será submetido, a pedido de uma ou da outra parte, à arbitragem do Centro Internacional de Resolução de Diferendos relativos a Investimentos (C.I.R.D.I.) criado pela Convenção para a Resolução de Diferendos relativos a Investimentos entre Estados e nacionais de outros Estados, assinada em Washington a 18 de Março de 1965.

Se o diferendo for susceptível de implicar responsabilidade por qualquer acção ou omissão cometida por entidades locais das Partes Contratantes, conforme definidas no parágrafo 7 do Artigo 1 do presente Acordo, as ditas entidades locais deverão dar o seu consentimento incondicional ao recurso à arbitragem do Centro Internacional para a Resolução de Diferendos relativos a Investimentos (C.I.R.D.I.) entre Estados e nacionais de outros Estados, assinada em Washington a 18 de Março de 1965.

ARTIGO 9

Compromisso especial

Os investimentos que tenham sido objecto de algum compromisso especial de uma das Partes Contratantes relativamente aos nacionais e às sociedades da outra Parte Contratante, serão regidos, sem prejuízo das disposições do presente Acordo, pelos termos de tal compromisso na medida em que admita disposições mais favoráveis do que as previstas pelo presente Acordo.

ARTIGO 10

Resolução de diferendos entre Partes Contratantes

1. Os diferendos relativos à interpretação ou à aplicação do presente Acordo deverão ser resolvidos, se possível, pela via diplomática.

2. Se, num prazo de seis meses a contar da data em que tenha sido apresentado por qualquer uma das Partes Contratantes, o diferendo não tiver sido resolvido, tal diferendo poderá ser submetido, a pedido de qualquer uma das Partes Contratantes, a um tribunal de arbitragem.

3. O referido tribunal será constituído para cada caso específico, da seguinte forma:

Cada Parte Contratante designa um árbitro, e os dois árbitros designam, de comum acordo, um outro árbitro proveniente de um terceiro Estado que é nomeado Presidente do tribunal pelas duas Partes Contratantes. Todos os árbitros deverão ser nomeados num prazo de dois meses a contar da data em que uma das Partes Contratantes tenha notificado a outra Parte Contratante da sua intenção de submeter o diferendo a arbitragem.

4. Se os prazos fixados no parágrafo 3 supra não tiverem sido observados, qualquer uma das Partes Contratantes, na ausência de qualquer outro acordo, convidará o Secretário Geral da Organização das Nações Unidas a proceder às necessárias designações dos árbitros do tribunal ad hoc de arbitragem. Se o Secretário Geral for nacional de qualquer uma das Partes Contratantes ou se, por alguma outra razão, estiver impedido de exercer aquela função, o Secretário Geral adjunto mais antigo não nacional de qualquer uma das Partes Contratantes procederá às designações necessárias.

5. O tribunal toma as suas decisões por maioria de votos. Tais decisões são definitivas e executórias de pleno direito para as Partes Contratantes.

É o próprio tribunal que estipula o seu regimento. A pedido de qualquer das Partes Contratantes, o tribunal interpreta a decisão. A não ser que o tribunal de outro modo disponha, tendo em conta as circunstâncias particulares, as custas do processo de arbitragem, incluindo os honorários dos árbitros, serão repartidas em partes iguais entre as Partes Contratantes.

ARTIGO 11

Entrada em vigor e denúncia

Cada uma das Partes notificará a outra do cumprimento dos procedimentos constitucionais requeridos para a entrada em vigor do presente Acordo, o qual terá efeito um mês após a data de recepção da última notificação.

Este Acordo é celebrado por um período inicial de quinze anos. Terminado este período, permanecerá em vigor, a menos que uma das Partes o denuncie por escrito, pela via diplomática, com aviso prévio de um ano.

À data do término do período de validade do presente Acordo, os investimentos efectuados durante a sua vigência continuarão a beneficiar da protecção das suas disposições por um período suplementar de dez anos.

Celebrado em Maputo, aos 15 de Novembro de 2002

Em dois originais, cada um dos quais em língua portuguesa e em língua francesa, fazendo os dois textos igualmente fé.

Pelo Governo da
República de Moçambique



Luísa Dias Diogo
Ministra do Plano e Finanças

Pelo Governo da
República Francesa

B. Lefort
Embaixadora da França



PROTOCOLO

Por ocasião da assinatura, na mesma data, pelo Governo da República de Moçambique e pelo Governo da República Francesa, do Acordo sobre a Promoção e Protecção Recíproca de Investimentos, as Partes Contratantes acordam igualmente as disposições seguintes, as quais se consideram parte integrante do referido acordo:

1) no respeitante ao parágrafo 1, alínea b) do Artigo 1 do Acordo:

Entende-se que as outras formas de participação compreendem as participações em sociedades terceiras.

2) no respeitante ao Artigo 3 do Acordo:

(a) As Partes Contratantes consideram como impedimentos de direito e de facto ao tratamento justo e equitativo qualquer restrição à compra e ao transporte de matérias primas e auxiliares, de energia e de combustíveis, bem como dos meios de produção e de exploração de qualquer espécie, qualquer impedimento à venda ou ao transporte de produtos no interior do país e no estrangeiro, assim como qualquer outra medida que tenha efeito semelhante.

(b) As Partes Contratantes examinarão favoravelmente, no quadro da sua legislação interna, os pedidos de entrada e de autorização de residência, de trabalho e de trânsito, apresentados por nacionais de uma das Partes Contratantes, no âmbito de algum investimento realizado no território ou na zona marítima da outra Parte Contratante.

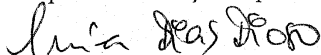
3) no respeitante ao Artigo 4 do Acordo:

Os incentivos especiais acordados pela República de Moçambique com os seus nacionais para fins de desenvolvimento de pequenas e médias empresas nacionais não serão considerados como um tratamento mais favorável, desde que o direito a um tratamento justo e equitativo seja assegurado aos nacionais e às sociedades da outra Parte Contratante, que a natureza económica dos seus investimentos e das actividades a eles ligadas não seja afectada e que prevaleça uma justa concorrência.

Celebrado em Maputo, aos 15 de Novembro de 2002

Em dois originais, cada um dos quais em língua portuguesa e em língua francesa, fazendo os dois textos igualmente fé.

Pelo Governo da
República de Moçambique


Luísa Dias Diogo
Ministra do Plano e Finanças

Pelo Governo da
República Francesa


Bernadette Lefort
Embaixadora da França



[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF MOZAMBIQUE ON THE RECIPROCAL PROMOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Mozambique, hereinafter referred to as "the Contracting Parties",

Desiring to strengthen economic cooperation between the two States and to create favourable conditions for French investments in Mozambique and Mozambican investments in France,

Convinced that the promotion and protection of such investments are likely to stimulate transfers of capital and technology between the two countries in the interest of their economic development,

Have agreed as follows:

Article 1. Definitions

For the purposes of this Agreement:

1. The term "investment" means any assets such as property, rights and interests of any category and, in particular, but not exclusively:

- (a) Movable and immovable property and all other rights in rem, such as mortgages, preferences, usufructs, sureties and any similar rights;
- (b) Shares, issue premiums and other forms of participation, including minority or indirect ones, in companies set up in the territory of either Contracting Party;
- (c) Bonds, claims and rights to any benefit having an economic value;
- (d) Intellectual, commercial and industrial property rights, such as copyrights, patents for inventions, licenses, registered trade marks, industrial models and designs, technical processes, know-how, registered trade names and goodwill;
- (e) Concessions accorded by law or by virtue of a contract, particularly concessions to prospect for, cultivate, mine or develop natural resources, including those situated in the maritime zones of the Contracting Parties.

In respect of investments carried out in the territory or maritime zone of France, it is understood that the said investments shall be or shall have been carried out before or after the entry into force of this Agreement, in conformity with the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made.

In respect of investments carried out in the territory or maritime zone of Mozambique, it is understood that the said investments shall be or shall have been carried out before or after the entry into force of this Agreement, in conformity with Acts No. 4/84 of 18 August 1984 and No. 3/93 of 24 June 1993 on investments, or with any act which may replace, complete or amend them.

No change in the form in which assets are invested shall affect their status as an investment, provided that the change is not contrary to the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made.

2. The term "nationals" means individuals bearing the nationality of either Contracting Party.

3. The term "company" means any legal entity set up in the territory of one of the Contracting Parties in accordance with that Party's legislation and having its registered office there, or being controlled, directly or indirectly, by nationals of one Contracting Party or by legal entities having their registered office in the territory of one of the Contracting Parties and set up in accordance with that Party's legislation.

4. The term "income" means all the amounts yielded by an investment, such as profits, royalties or interest, during a given period.

Income from investment and, in the event of reinvestment, income from such reinvestment shall enjoy the same protection as the investment itself.

5. This Agreement shall apply to the entire territory of each of the Contracting Parties and to the maritime zone and continental shelf with regard to activities over which each of the Contracting Parties have sovereign rights under the United Nations Convention on the Law of the Sea of 10 December 1982.

6. No provision of this Agreement shall be interpreted as prohibiting one of the Contracting Parties from taking any measure for regulating investment by foreign companies and the conditions of operation of such companies in the framework of policies designed to preserve and promote cultural and linguistic diversity.

7. For the purposes of this Agreement, it is understood that the Contracting Parties shall be responsible for any acts or omissions of their territorial authorities, including inter alia the regions, the local authorities or any other bodies whose control, representation or responsibility in respect of international or sovereignty-related matters rest with the Contracting Parties in accordance with their domestic law.

Article 2. Promotion of and permission for investments

Each of the Contracting Parties shall permit and promote, in its territory and maritime zone, in accordance with its legislation and the provisions of this Agreement, investments made by nationals or companies of the other Contracting Party.

Article 3. Fair and equitable treatment

Each Contracting Party shall accord to nationals and companies in its territory and maritime zone, fair and equitable treatment, in conformity with the principles of international law, regarding investments by nationals and companies of the other Contracting Party and shall ensure that the exercise of the right so granted is not impeded either de jure or de facto.

Article 4. National or most favoured-nation treatment

Each Contracting Party shall, in its territory and maritime zone, accord to nationals and companies of the other Party, in respect of their investments and activities in connection with such investments, treatment not less favourable than that accorded to its own nationals and companies or the treatment accorded to nationals or companies of the most favoured nation, whichever is more advantageous. For this purpose, nationals of either Contracting Party who are authorized to work in the territory or maritime zone of the other Contracting Party shall enjoy the material facilities relevant to the exercise of their professional activities.

Such treatment shall not, however, include privileges which are extended by a Contracting Party to nationals or companies of a third State by virtue of its participation in or association with a free trade area, customs union, common market or any other form of regional economic organization.

The provisions of this article shall not apply to fiscal matters.

Article 5. Expropriation and compensation

1. Investments made by nationals or companies of one Contracting Party shall be fully and completely protected and safeguarded in the territory and maritime zone of the other Contracting Party.

2. Neither Contracting Party shall take any expropriation or nationalization measures or any other measures having the effect of directly or indirectly dispossessing nationals or companies of the other Party of their investments in its territory or maritime zone, except for reasons of public interest and on condition that such measures are not discriminatory or contrary to a specific undertaking.

Any dispossession measures taken shall give rise to the payment of prompt and adequate compensation the amount of which shall be equal to the actual market value of the investments concerned and shall be assessed on the basis of a normal economic situation prevailing before the above measures were taken or became a matter of common knowledge.

The above compensation and its amount and manner of payment shall be determined not later than the date of dispossession. The compensation shall be effectively realizable, paid without delay and freely transferable. It shall yield, up to the date of payment, interest calculated at the appropriate market rate.

3. Nationals or companies of one Contracting Party who have suffered losses on their investments as a result of war or any other armed conflict, revolution, national state of emergency or uprising in the territory or maritime zone of the other Contracting Party shall be accorded by the latter Party treatment no less favourable than that accorded to its own nationals or companies or to those of the most favoured nation.

Article 6. Free transfer

A Contracting Party in whose territory or maritime zone investments have been made by nationals or companies of the other Contracting Party shall accord to those nationals or companies freedom of transfer of:

- (a) Interest, dividends, profits and other current income;
- (b) Royalties deriving from the intangible property listed in article 1, paragraph 1(d) and, if they are permitted by the national legislation, royalties deriving from the intangible property listed in article 1, paragraph 1(e);
- (c) Payments made in reimbursement of duly contracted loans;
- (d) Proceeds of the complete or partial liquidation or transfer of the investment, including appreciation of the invested capital;
- (e) The compensation for dispossession or loss provided for in article 5, paragraphs 2 and 3, above.

Nationals of either Contracting Party who have been authorized to work in the territory or maritime zone of the other Contracting Party in connection with an agreed investment shall also be authorized to transfer to their country of origin an appropriate portion of their remuneration.

The transfers referred to in the preceding paragraphs shall be made without delay at the official market rate of exchange applicable on the date of transfer.

In the event that, under exceptional circumstances, capital flows from or towards third countries cause or threaten to cause a serious disequilibrium in its balance of payments, each of the Contracting Parties may temporarily take precautionary measures regarding transfers, provided that such measures are strictly necessary, are applied equitably, without discrimination and in good faith, and their duration in no case exceeds six months.

Article 7. Guarantee and subrogation

1. If one of the Contracting Parties has established a system for guaranteeing investments carried out abroad, such a guarantee may be granted, on the basis of a case-by-case review, for investments made by nationals or companies of that Contracting Party in the territory or maritime zone of the other Contracting Party.

2. The nationals and companies of either Contracting Party may be granted the guarantee provided for in the above paragraph in respect of investments made in the territory or maritime zone of the other Contracting Party only where such investments have received prior approval by the latter Party.

3. If one Contracting Party, by virtue of a guarantee issued in respect of an investment carried out in the territory or maritime zone of the other Contracting Party, makes payments to one of its own nationals or companies, it shall thereby be subrogated to the rights and actions of that national or company.

4. Such Payments shall be without prejudice to the right of the beneficiary of the guarantee to have recourse to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID) or to prosecute actions brought before that body until the proceedings are completed.

Article 8. Settlement of disputes between an investor and a Contracting Party

Any dispute relating to investments between a Contracting Party and a national or company of the other Contracting Party shall be settled amicably between the two Parties concerned.

Any such dispute which has not been settled within six months after the date on which it arises shall, at the request of either Party to the dispute, be submitted for arbitration to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID), established under the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States, signed at Washington on 18 March 1965.

If the dispute may entail any liability resulting from acts or omissions by the territorial authorities of the Contracting Parties, such as defined in article 1(7) of this Agreement, the territorial authorities in question shall give their unconditional consent for arbitration by the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID), established under the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States, signed at Washington on 18 March 1965.

Article 9. Special undertaking

Investments which have been the subject of a special undertaking by one Contracting Party vis-à-vis nationals or companies of the other Contracting Party shall be governed, without prejudice to the provisions of this Agreement, by the terms of such undertaking, if its provisions are more favourable than those laid down by this Agreement.

Article 10. Settlement of disputes between the Contracting Parties

1. Disputes concerning the interpretation or application of this Agreement shall, if possible, be settled through the diplomatic channel.

2. Any dispute which has not been settled within six months after the date on which it is raised by either Contracting Party may be submitted, at the request of either Contracting Party, to an arbitral tribunal.

3. The tribunal shall be constituted, in each specific case, as follows:

Each Contracting Party shall designate one arbitrator, and the two arbitrators shall, by mutual agreement, designate a national of a third State who shall be appointed Chairman of the tribunal by the two Contracting Parties. All the arbitrators shall be appointed within two months of the date on which one Contracting Party notifies the other Contracting Party of its intention to submit the dispute to arbitration.

4. If the time limits established in paragraph 3 above are not observed, either Contracting Party may, unless otherwise agreed, invite the Secretary-General of the United Nations to make the necessary appointments of the arbitrators of the ad hoc arbitration tribunal. If the Secretary-General is a national of either Contracting Party or if, for any other reason, he is prevented from performing that function, the Under-Secretary-General most senior in relation to the Secretary-General and who is not a national of either Contracting Party shall make the necessary appointments.

5. The tribunal shall take its decisions by majority vote. Such decisions shall be final fully binding on the Contracting Parties.

The tribunal shall adopt its own rules of procedure. It shall interpret its decision at the request of either Contracting Party. Unless the tribunal decides otherwise, taking special circumstances into consideration, the cost of the arbitral proceedings, including the arbitrators' vacations, shall be divided equally between the Contracting Parties.

Article 11. Entry into force and termination

Each Party shall notify the other of the completion of the respective constitutional procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take effect one month after the date of receipt of the last such notification.

This Agreement is concluded for an initial period of 15 years. It shall remain in force thereafter unless one year's notice of termination is given by one of the Parties in writing through the diplomatic channel.

Upon the expiry of this Agreement, investments made while it was in force shall continue to be protected by its provisions for an additional period of 10 years.

Done in duplicate at Maputo, on 15 November 2002, in French and Portuguese, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

BERNADETTE LEFORT
Ambassador of France

For the Government of the Republic of Mozambique:

LUÍSA DIAS DIOGO
Minister of Planning and Finance

PROTOCOL

During the signature today of the Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Mozambique on the reciprocal promotion and protection of investments, the Contracting Parties also agreed on the following provisions, which shall form an integral part of the Agreement:

1. With regard to paragraph 1(b) article 1 of the Agreement:

It is understood that other forms of participation include participations in third-party companies.

2. With regard to article 3 of the Agreement:

(a) The Contracting Parties shall regard as de jure or de facto impediments to just and equitable treatment any restriction on the purchase and transport of raw materials, ancillary materials, energy and fuel and of any means of production and operation of any kind, any impediment to the sale and transport of goods within the country and abroad, and any other measures having a similar effect.

(b) The Contracting Parties shall give favourable consideration, within the framework of their domestic legislation, to applications for entry and for authorization to stay, work and travel submitted by nationals of one of the Contracting Parties in connection with an investment made in the territory or maritime zone of the other Contracting Party.

3. With regard to article 4 of the Agreement:

The special incentives provided by the Republic of Mozambique to its nationals with a view to the development of domestic small and medium-sized enterprises (SMEs) shall not be regarded as more favourable treatment, provided that the right of the nationals and companies of the other Contracting Party to fair and equitable treatment is ensured, that the economic value of their investments and activities in connection with such investments is not affected and that fair competition prevails.

Done in duplicate at Maputo, on 15 November 2002, in French and Portuguese, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

BERNADETTE LEFORT
Ambassador of France

For the Government of the Republic of Mozambique:

LUÍSA DIAS DIOGO
Minister of Planning and Finance